

Index AI : PRE01/155/2011
23 March 2011

Chine. La nouvelle génération de cybermilitants prise pour cible

Les appels lancés sur Internet pour que la Chine fasse sa propre « révolution de jasmin » à la suite des mouvements de protestation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont suscité la plus grande vague d'arrestations de militants chinois depuis plusieurs années, a indiqué Amnesty International.

Plus de 100 militants, dont beaucoup sont actifs sur Twitter et les réseaux de blogs, ont été placés en détention, surveillés et soumis à des manœuvres d'intimidation par les forces de sécurité ou ont disparu depuis fin février.

« Les autorités ne se contentent pas d'arrêter des dissidents aguerris ; elles tentent de réduire au silence toute une nouvelle génération de cybermilitants, a déclaré Catherine Baber, directrice adjointe du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

« Les autorités chinoises doivent cesser de réprimer les appels en faveur d'une réforme politique pacifique et plutôt écouter les voix qui réclament le changement. »

Cette vague de répression est la pire depuis 2009, quand des milliers de personnes avaient été arrêtées à la suite d'émeutes meurtrières à Ürümqi, la capitale de la région autonome ouïghoure du Xinjiang.

Les appels lancés en Chine en faveur d'une « révolution de jasmin » en février se composaient d'invitations à « se promener » le dimanche après-midi dans des lieux publics désignés. Face à une forte présence des agents chargés de la sécurité de l'État, aucun rassemblement marquant n'a eu lieu.

Quelque 24 militants ont été placés en détention pour des infractions ayant trait à la sécurité, telles que « subversion de l'État », dont certains pour le simple fait d'avoir mentionné la « révolution de jasmin » sur le site de micro-blogage Twitter.

Parmi eux figurent des « cybercitoyens » qui n'ont jamais été arrêtés auparavant et n'agissent que sur Internet. De nombreux jeunes Chinois utilisateurs de blogs et de Twitter se qualifient eux-mêmes de « cybercitoyens » (terme qui désigne des citoyens actifs sur Internet) plutôt que « militants ».

Un jeune « cybercitoyen » est en détention pour « rassemblement illégal » après avoir parlé sur Twitter de policiers arrêtant des personnes qui se « promenaient » dans le quartier commerçant de Pékin, Wangfujing, en février.

Vingt-deux autres personnes sont actuellement détenues sans inculpation, parmi lesquelles d'éminents avocats spécialisés dans la défense des droits humains qui interviennent sur des plateformes de blogs et sur Twitter, comme Teng Biao, Tang Jitian, Jiang Tianyong et Feng Zhenghu.

Au moins 69 autres militants et cybercitoyens ont été détenus brièvement, soumis à une surveillance et des contrôles policiers, ou ont disparu.

« La peur est palpable dans de nombreuses provinces. Certaines de ces personnes n'ont fait qu'écrire sur Twitter et sur des blogs, mais elles ont été arrêtées et accusées des infractions politiques les plus graves en Chine », a souligné Catherine Baber.

Hua Chunhui, un utilisateur de Twitter, a été arrêté en février dans la province du Jiangsu pour « mise en danger de la sûreté de l'État », après avoir été accusé par la police d'avoir publié des messages mentionnant la « révolution de jasmin » sur son compte Twitter @wxhch64.

Sa fiancée Cheng Jianping a été astreinte en novembre 2010 à un an de « rééducation par le travail » pour avoir relayé sur Twitter un billet satirique qu'il avait publié au sujet des manifestations contre le Japon.

Liang Haiyi, une cybermilitante surnommée « Miaoxiao », a été arrêtée à Harbin, dans la province de Heilongjiang, et accusée de « subversion de l'État » pour avoir publié des informations au sujet de la « révolution de jasmin » sur le réseau social chinois QQ.

Les accusations de ce type débouchent régulièrement sur la condamnation de militants pacifiques à de lourdes peines d'emprisonnement.

« Cette vaste répression montre que le gouvernement chinois est paniqué par l'exemple des mouvements populaires à l'étranger qui utilisent Internet pour lutter pour leurs libertés, a ajouté Catherine Baber.

« Au lieu d'avoir peur des troubles, les autorités chinoises devraient encourager une plus grande participation et respecter le droit des personnes à exprimer des opinions diverses, afin de faire face aux problèmes du pays en matière de justice sociale, de corruption et d'inégalités. »